



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le neuf février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 3 février 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Isabelle CREVEL donne pouvoir à Christel BOUBERT
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Nicole LANGLOIS donne pouvoir à Virginie LAMBERT

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 9 février 2026

M_DL260209_011

RESSOURCES HUMAINES - ACCOMPAGNEMENT DU VIEILLISSEMENT - SERVICE CIVIQUE SOLIDARITE SENIORS - ASSOCIATION SC2S - VILLE ET CCAS DE MONTIVILLIERS CONVENTION TRIPARTITE D'ENGAGEMENT RECIPROQUE POUR L'ACCUEIL DE VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE SOLIDARITE SENIORS - SIGNATURE - AUTORISATION

Mme Edith LEROUX - Conseillère Municipale Déléguée - L'isolement social des personnes âgées est une réalité qui s'intensifie d'année en année en France et qui s'est aggravée avec la crise sanitaire.

Face à ce constat, un dispositif de service civique dédié à la lutte contre l'isolement des personnes âgées a été créé : le Service Civique Solidarité Seniors.

Le service civique peut apporter une contribution majeure à la lutte contre l'isolement, en apportant aux personnes âgées - à domicile comme en structure d'accueil collectif - une présence non soignante, en participant au développement de nouvelles activités, en développant des liens collectifs et individuels, en créant des relations intergénérationnelles, et en apportant un appui aux équipes de salariés et de bénévoles.

Le Service Civique Solidarité Seniors a pour objectifs de :

- Rompre l'isolement et favoriser l'autonomie des personnes, par des interventions prioritairement à domicile, mais aussi en établissement,
- Aider les personnes âgées à bien vieillir,
- Promouvoir les métiers du grand âge : favoriser l'insertion des jeunes et promouvoir le Service Civique comme parcours de découverte des métiers du grand âge.

Le Service Civique Solidarité Seniors est porté notamment par l'association l'AND-SC2S qui œuvre à :

- Coordonner, via l'organisation et l'animation de comités de pilotage et de conseils d'orientation ad hoc aux échelles nationale et territoriale, les principaux acteurs du Service Civique Solidarité Seniors, et ce en coordination étroite avec les services de l'État concernés (Agence du Service civique et Ministère délégué en charge de l'Autonomie auprès du ministère des Solidarités et de la Santé),
- Promouvoir le service civique dans les territoires et auprès des structures susceptibles d'accueillir des jeunes sur des missions de solidarité intergénérationnelle,
- Accompagner les réseaux partenaires et les structures d'accueil,
- Délivrer des modules de préparation et d'outillage à la mission (socle qualité commun) aux volontaires. La mobilisation pour le Service Civique Solidarité Seniors porte ainsi une ambition nouvelle, tant pour les jeunes que pour le Service Civique et l'ensemble de ses parties prenantes (personnes âgées, volontaires, tuteurs, organismes d'accueil, etc.).

Au regard de la feuille de route municipale portant sur l'accompagnement du vieillissement et des enjeux portant sur la commune en matière de lutte contre l'isolement, il est proposé d'établir une convention tripartite entre la Ville, le CCAS et l'association l'AND-SC2S pour permettre l'accueil de 2 jeunes en service civique au sein des services du CCAS et du Pôle des Solidarités.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

L'accueil des services civiques interviendrait prioritairement sur les activités suivantes :

- Plateforme d'accueil, d'écoute et de services "publics vulnérables",
- Résidences Autonomie.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code du service national, et notamment ses articles L.120-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au Service Civique ;

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) signé avec le Département de Seine-Maritime.

CONSIDÉRANT

- La feuille de route municipale et les orientations en matière de solidarité, tant en termes de vieillissement que d'accompagnement des publics les plus fragiles,
- Les enjeux portant sur la lutte contre l'isolement et la prévention de la perte d'autonomie des publics vulnérables,
- L'intérêt du dispositif Service Civique Solidarité Seniors pour lutter contre l'isolement des Seniors,
- Les missions et l'encadrement proposés par l'Association AND-SC2S autour du Service Civique Solidarité Seniors.

Sa commission municipale n° 7, Administration Générale réunie le 5 février 2026 consultée,

VU le rapport de Madame **Édith LEROUX**, Conseillère déléguée en charge des Personnes âgées, de l'Inclusion et de la Santé ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur Le Maire à signer la convention 2026 de partenariat tripartite entre la Ville, le CCAS et l'association AND-SC2S dont le siège social est situé 21 boulevard Ney 75018 Paris, pour l'accueil de jeunes en service civique au sein des services du CCAS et du Pôle des Solidarités de la Ville ;
- **D'autoriser** Monsieur Le Maire à signer les contrats et documents relatifs à l'accueil des jeunes volontaires.

Imputation budgétaire

Exercice 2026

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 4238 - 420

Nature et intitulé : 103 RH 6138

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Montant de la dépense : 2 760 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

